



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE TARN-ET-GARONNE

DIRECTION DES POLITIQUES DE
L'ÉTAT ET DE L'UNION EUROPÉENNE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

A.P. n° 2009-951
du 22 juin 2009.

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

SAS SGDC

Lieu dit Belleperche

82100 CASTELSARRASIN

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

La Préfète de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite.

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L 514-1,

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2007-1541 du 27 août 2007 portant délégation de signature à Madame Alice COSTE, secrétaire général de la Préfecture de Tarn-et-Garonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2007-1233 du 9 juillet 2007 autorisant la SAS SGDC à exploiter pour une durée de deux ans une carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Castelsarrasin aux lieux-dits Ilôts, Larengade et l'Arche;

Vu le compte rendu de visite d'inspection de la DREAL en date du 28 mai 2009 établi par l'inspecteur désigné par le ministre en charge de l'environnement et de l'aménagement du territoire,

Considérant que la SAS SGDC ne respecte pas les dispositions des articles 13-2 et 25 de l'arrêté préfectoral n° 2007-1233 du 9 juillet 2007,

Considérant qu'il convient, conformément à l'article L 514-1 du code de l'environnement de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Tarn-et-Garonne,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La SAS SGDC, lieu dit Belleperche 82100 Castelsarrasin, est mise en demeure de respecter sur le site de sa carrière lieux dits Ilôts, Larengade et l'Arche à Castelsarrasin, les dispositions des articles 13-2 et 25 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2007-1233 du 9 juillet 2007 en procédant dans un délai de 1 mois à :

- La remise en état du site comportant un remblaiement partiel en niveau et en surface et le maintien d'un plan d'eau d'une surface de 2,9 ha,
- La présentation auprès de Mme la préfète de Tarn-et-Garonne d'un dossier de notification de fin d'exploitation.

ARTICLE 2 :

Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er} l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

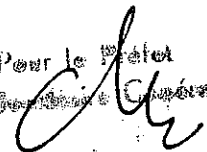
Cet arrêté est applicable à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : EXECUTION

- ◆ Le Secrétaire Général de la Préfecture,
- ◆ Le Maire de Castelsarrasin,
- ◆ Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à la SAS SGDC.

Montauban, le 22 JUIN 2009

La préfète

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,


Alice COSTE

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (art L 514-6 du Code de l'Environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Toute personne intéressée peut également saisir directement le tribunal administratif dans un délai de quatre ans à compter de la publication de l'acte ou le cas échéant dans les deux ans qui suivent la mise en service de l'installation.